Persee

Daniel Beauvois

Ecole et société en Ukraine occidentale (1800-1825)

In: Revue du Nord. Tome 57, N°225, Avril-juin 1975. pp. 173-184.

Citer ce document / Cite this document :

Beauvois Daniel. Ecole et société en Ukraine occidentale (1800-1825). In: Revue du Nord. Tome 57, N°225, Avril-juin 1975. pp. 173-184.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rnord_0035-2624_1975_num_57_225_3294

école et société en Ukraine occidentale (1800-1825)

Par leur importance territoriale et leur poids dans la culture polonaise du début du XIXe siècle, la Volhynie, la Podolie et l'ancienne voïévodie de Kiev offrent un aspect historique essentiel de la société de l'Europe de l'Est. Ces voïévodies, devenues *gouvernements* russes ont, en effet, une spécificité bien marquée. On sait qu'elles se sont illustrées, au cours du XVIIIe siècle, par un esprit très conservateur sur le plan politique. L'ombre des confédérés de Bary plane toujours, avec le souvenir des conflits religieux, des guerres cosaques et de la confédération de Targowica. La culture polonaise apparaît ici, plus qu'ailleurs, le fait de magnats et d'une *szlachta* bien nantie, puisque le peuple y est, dans sa majorité de langue et de religion différentes. Les Polonais y vivent donc plus ou moins coupés des masses populaires, en milieu restreint, isolés dans des prérogatives de classe exacerbées. Est-ce à dire qu'ils sont réfractaires aux nouveautés apportées par le siècle des Lumières ? Nullement. Les jésuites avaient très tôt implanté ici un réseau d'écoles, mais le problème que nous nous fixons est d'essayer de définir le regard de cette société donnée sur l'institution scolaire. La réussite du gymnase, puis du *lycée* de Krzemieniec, est incontestable : dans la petite centaine d'écoles polonaises de l'*arrondissement* de Vilna (huit *gouvernements* russes), Krzemieniec sera toujours la plus nombreuse : de 280 élèves en 1803, elle passe à 422 en 1805 et dépasse le nombre de 600 en 1810, pour se maintenir autour de 700 jusqu'en 1832, date de sa fermeture [1]. Mais l'école elle-même nous intéressera moins que ce qui l'entoure et, derrière la façade brillante de ce grand établissement dont l'historiographie polonaise a largement fait les louanges, nous voudrions étudier la société où il vit et qui le fait vivre. Dans un premier temps, nous essaierons d'examiner des comportements, de privilégier des types d'hommes, d'analyser des conduites. Nous tenterons ensuite une lecture socio-culturelle de quelques textes théoriques émanant de ce milieu.

Quand, le 12 mai 1802, Alexandre Ier décide de créer un ministère de l'Instruction publique et de confier à des Polonais la direction des écoles dans les terres acquises par sa grand-mère lors des trois partages de la Pologne, il laisse la plus grande latitude au prince Czartoryski et à l'université de Vilna, placée à la tête de cet immense territoire. Aussitôt Czartoryski, qui reçoit le titre de *curateur*, fait demander à l'un des fondateurs de la *Société des amis des sciences* de Varsovie, le comte T. Czacki, d'accepter une inspection des trois provinces du sud, celles de Volhynie, Podolie et Kiev [2]. Les raisons du choix de cet aristocrate, outre l'origine volhynienne de Czacki, semblent surtout sentimentales. Le comte s'est bien signalé pendant les dernières années de la Pologne à la

La problématique étudiée ici n'a guère été abordée dans l'historiographie française. La version française de l'*Histoire de Pologne*, Varsovie 1972, l'effleure à peine pp. 440-441. Les prodromes de la situation peinte ici sont cependant bien mis en valeur dans l'excellente thèse d'Ambroise Jobert : *La Commission d'Education Nationale en Pologne (1773-1794)*, Paris, 1941,

1. La progression des effectifs des élèves s'établit comme suit : 1805 : 280 ; 1806 : 422 ; 1807 : 434 ; 1808 : 404 ; 1809 : 413 ; 1810 : 612 ; 1811 : 693. Chiffres cités par P. Chmielowski, d'après un rapport de T. Czacki, dans *Tadeusz Czacki, jego zycie i dzialo nosc wychowawcza* (Thadée Czacki, sa vie et son activité éducatrice), Saint-Petersbourg, 1898, p. 81. On peut suivre l'évolution ultérieure dans les comptes rendus annuels de l'université de Vilna au ministère de l'Instruction Publique. Pour 1816-1817 : 519 élèves. Bibliothèque de l'université de Vilna, Lipski 95. Pour 1817-18 : 545 ; 1818-19 : 567 ; 1819-20 : 630 ; 1820-21 : 678 ; 1821-22 : 685. Archives historiques centrales, Leningrad, fond 732, opis 1, delo 242, (plus loin notées T.S.G.I.A.L.).

2. T. Czacki signale que cette mission vient de lui être confiée par le ministre Zavadovskij dans une lettre à J. Sniadecki du 2 avril 1803. Il attend seulement pour la commencer que les instructions du ministre soient traduites en russe. Bibliothèque Jagellonne à Cracovie, manuscrits n° 3102 (plus loin notée B.J.).

Persée creative commons BY: =

Commission des minerais et par des travaux de repérage hydrographique le long du Dniestr, il s'est aussi intéressé à l'approvisionnement en manuels des écoles que lui confie le prince [3], mais il avoue lui-même son inexpérience : « désigné par l'organisation des écoles, je me suis engagé sur un chemin inconnu pour moi. M'étant appliqué à peu de sciences, les contrôler toutes, ayant peu étudié, décider du système d'enseignement, c'est chose difficile » [4]. Comme on l'a souvent dit, Czacki supplée à cette insuffisance par une brûlante volonté d'utilité publique. Mais à quel public s'adresse-t-il et lui sera-t-il loisible de réaliser ses intentions débordantes de générosité ? A l'en croire, il veut faire de Krzemieniec l'une des meilleures écoles d'Europe et de Russie. Il refuse d'en faire le centre de formation d'une quinzaine de savants. Tous ses efforts, dit-il, tendent à ce que tout le pays atteigne l'enseignement supérieur, que le sexe masculin comme le sexe féminin soient pénétrés du même esprit, que l'influence bienfaisante des sciences aide l'agriculteur, l'artisan et le ministre, qu'elle réconcilie à jamais le prêtre avec les besoins du peuple, qu'elle établisse une alliance entre le civil et le militaire et pardessus tout qu'elle permette la survie de l'esprit national polonais [5]. Belle et vaste ambition, mais n'est-elle pas contradictoire avec le plaisir manifesté dans la même lettre, de voir affluer surtout les fils des grandes familles : les Mniszech, les Radziwill, les Plater, les Olizar ? On s'en étonne moins quand on sait combien le comte avait été peu séduit par l'activité de la Diète de Quatre Ans et par le « parti patriotique ». Ne disait-il pas à l'ambassadeur de Suède, en 1788, qu'il préférait être esclave d'une puissance étrangère que de son propre roi ? C'est que dès ce moment, il est partisan d'une liberté complète des « citoyens » (*obywateli*), c'est-à-dire, dans la terminologie de la République polonaise, des nobles. Or si, pour cet aristocrate, être libre signifiait, en 1788, ne pas reconnaître l'autorité de son roi, cela signifie, en 1803, ne pas admettre sans discussion les *Principes de l'instruction publique* élaborés à Saint-Pétersbourg. L'université a fait de lui un *visiteur*, c'est-à-dire un inspecteur des écoles secondaires et primaires. Il conviendrait donc que, dans le cadre de ses fonctions, il avisât au moyen de créer un gymnase dans chacune des provinces qui lui sont confiées (le ministère est prêt à allouer à chacun d'eux l'importante somme de 5.700 roubles par an) et qu'il installât un réseau d'écoles de district. Loin de se limiter à cette seule tâche, grisé par les possibilités qu'il aperçoit, il entreprend de repenser à sa manière l'organisation scolaire préconisée pour l'arrondissement. Dans sa puissance de travail et son esprit entreprenant, il précède facilement ses collègues des autres provinces et séduit son supérieur Czartoryski : dès le 15 juillet 1803, il a droit à des remerciements du curateur, pour l'inspection détaillée qu'il a entreprise, et il est donné en exemple à ses homologues, auprès du recteur de l'université [6]. Dès lors commence une action originale constamment en marge de la politique scolaire officielle, qui ne s'interrompra qu'à la mort de son initiateur, début 1813. Avec une préscience étonnante et un art consommé de l'exploitation des aspirations de la société où il vit, Czacki va mettre en mouvement un vaste courant de « participation ». A la base de ce mouvement, un sentiment : le patriotisme, mais, on va le voir, dans une curieuse version provinciale ; pour nourrir ce sentiment, un besoin : être indépendant ou s'en donner l'illusion ; pour construire l'indépendance et la maintenir, un moyen : la fortune.

Dans son inexpérience, le *visiteur* trouve, au début, un conseiller qui renforce encore son esprit de fronde face aux autorités. Il s'agit de Kollataj qui vient de sortir de sa prison autrichienne. Il est facile aux deux hommes de montrer aux Volhyniens combien est malheureuse la conjonction des pouvoirs de Saint-Pétersbourg et de Vilna. Vilna est lituanienne et, à ce titre, presque aussi suspecte que les Russes. Czacki ne se fait pas faute de raviver la vieille ran-

3. Idem. Lettre de T. Czacki à J. Sniadecki du 10 septembre 1802. Il s'agissait d'un projet par lequel la *Société des Amis des Sciences* aurait fourni les écoles de Krzemieniec et Berdyczow en manuels, continuant ainsi l'action de l'ancienne Commission de l'Education Nationale. Mais J. Michalski dans son livre *Z Dziejow Towarzystwa Przyjaciol Nauk* (Histoire de la Société des Amis des Sciences), Varsovie, 1953, pp. 90-91, montre qu'il ne s'agissait que d'une velléité.

4. *Hugona Kollataja Korrespondencja listowna z Tadeuszem Czackim* (Correspondance de H. Kollataj avec T. Czacki). Ed. F. Kojsiewicz, Cracovie, 1844, T. I, p. 83, 19 juillet 1803.

5. T. Czacki à J. Sniadecki, 17 mai 1806, B.J. 3102.

6. A.-J. Czartoryski à H. Strojnowski, 27 juillet 1803, Bibliothèque nationale de Varsovie, manuscrits III, 3296, (notée B.N.).

cœur et une tradition de frustration provinciale à l'égard de la Lituanie : « La Volhynie a connu le malheur quand le pouvoir se trouvait à Vilna ; Sigismond-Auguste n'a pas écouté la voix de nos provinces à la diète de Lituanie, les nonces Suryna et Woleczkiewicz s'en sont alors revenus tout tristes... » [7]. A ce vieil orgueil nobiliaire blessé s'ajoute l'argument, plus objectif, de l'éloignement : « Quel progrès pourrions-nous attendre dans l'extension des Lumières et des découvertes si, sur un territoire peu différent, quant à la surface, de la France, des gens vraiment instruits et des esprits distingués, ne se trouvaient qu'à Vilna ? » [8].

S'il avait été dur de plier devant le pouvoir polonais, subir le pouvoir russe est plus dur encore. Or le découpage scolaire met la culture russe à la porte des provinces confiées au *visiteur*. Il semble donc vital à celui-ci de souder la noblesse contre une influence qui peut lui être fatale. Sur le demi-million d'habitants de la Volhynie, 38.452 nobles possèdent, selon le rapport de Czacki lui-même, 462.450 paysans [9], et Kollataj n'hésite pas à opérer son choix linguistique sur un critère de classe : il faut imposer, dit-il, la langue des maîtres. Etudier le russe ne serait d'aucune utilité aux paysans qui le comprennent suffisamment sans études, « et à quoi servira que le peuple ne nous comprenne pas et que nous ne le comprenions pas ? » [10]. Dans le *gouvernement* de Kiev, Czacki va devoir se rendre compte que l'emprise culturelle des Russes est trop forte, mais il n'abandonne pas sans combat. Le ministère songeant à transformer l'académie orthodoxe de Kiev (où étudient, en 1805, 1.146 fils de popes) en université, le *visiteur* empêche ce projet en rencontrant personnellement le ministre, mais il n'arrive pas à préserver le caractère polonais du gymnase de Kiev. Il a beau arguer, du fait que, sur les 43.597 nobles de cette province, on ne compte que 189 Russes, et s'exclamer « qui donc a, proportionnellement, droit à l'enseignement dans sa langue ? » [11], il ne parviendra pas à conjurer « cet affreux malheur ». Il jure sur la patrie disparue, sur sa fidélité au monarque, sur son attachement à Czartoryski que tout cela n'est que manœuvres... des jésuites (et il n'a pas tout à fait tort), mais le curateur lui-même est trop persuadé qu'il faut accorder cette concession aux Russes : « Il serait d'autant plus injuste de priver cette jeunesse de ce profit, écrit-il à Czacki, le 20 janvier 1805, que la ville de Kiev se trouve depuis très longtemps sous la domination russe ». Ce coup, retardé jusqu'en janvier 1812, est pourtant ressenti comme inévitable dès 1806, et Czacki y puise une nouvelle raison pour se replier et se fortifier dans sa province de Volhynie. Adam Mickiewicz verra plus tard dans ce repli sur la forteresse culturelle de Krzemieniec le fait d'un « grand politique », le *visiteur* aurait ainsi réussi, selon lui, à « lier la Volhynie et l'Ukraine à la Pologne ». Nous jugerons plus loin de cette réussite et, après l'étude des motivations, voyons comment Czacki tente de réaliser, en vase clos, l'idéal patriotique et nobiliaire qui l'anime.

Le caractère essentiel du processus d'organisation de Krzemieniec est le refus du schéma de gymnase imposé par l'université de Vilna. L'idée même d'un modèle à suivre, d'un système d'enseignement unique et centralisé, semble odieuse au comte. Il regimbe dès qu'il s'agit de se plier au dictat bureaucratique que tente vainement de lui imposer Jan Sniadecki parvenu au rectorat. Il n'est pas assez fou, certes, pour éviter totalement l'administration centrale et, s'il s'en avise, elle se charge de lui rappeler durement sa présence : il est ainsi appelé, par deux fois, à se justifier devant une commission d'enquête dans la capitale (1807), ou au chef-lieu de la province à Zytomierz (1810-1811). Sa tactique est plutôt de forcer habilement la reconnaissance officielle. L'impétuosité nobiliaire ne dédaigne pas de mettre l'université devant des faits accomplis. Notre propos n'est pas d'entrer dans le détail de ces réalisations, mais force est de constater que l'enthousiasme du *visiteur* est parfois plus clairvoyant que la prudence de ses supérieurs et l'on ne peut nier que ses vues pédagogiques aient été extrêmement hardies pour son temps. N'oublions pas qu'il est le créateur d'une école de géomètre et d'une école de mécanique qui témoignent, avant l'heure, du souci d'un enseignement pratique, de la nécessaire professionnalisa-

7. Correspondance H. Kollataj - T. Czacki, *op. cit.*, t. II, pp. 300-301, rapport général du visiteur pour 1804.

8. Idem. Kollataj à Czacki, 24 mars 1804, p. 374.

9. Idem. Rapport général pour 1804, p. 229.

10. Idem. Kollataj à Czacki, 1er février 1804, p. 334.

11. Lettre de T. Czacki à A.-J. Czartoryski, Bibliothèque Czartoryski à Cracovie, Ew 2065, 25 février 1805 (plus loin notée B. Czart.).

tion de la noblesse pauvre et n'omettons pas le statut des écoles de paroisse, élaboré par lui, puis étendu à l'ensemble de l'*arrondissement*. Mais le projet qu'il caresse en secret va beaucoup plus loin : c'est celui d'une université. Avant que Sniadecki n'accepte d'être recteur de celle de Vilna, il essaie de le gagner pour Krzemieniec. Il dit l'imminence de cette mutation à Kollataj, à la fin de l'année scolaire 1805-1806, lui donne même à lire le statut qu'il a prévu pour cet établissement [13]. Il est manifestement grisé par l'accord arraché, l'année précédente, pour le programme hétérodoxe de l'école et ne voit pas les réticences qui se multiplient chez le curateur. Celui-ci n'a cessé de soutenir Vilna, détentrice, selon le statut confirmé par l'empereur, de la légalité. Dès avant la création du gymnase il avait fallu freiner les ambitions de son protégé, lui rappeler qu'un cours d'astronomie n'était pas nécessaire dans une école secondaire, qu'il était plus urgent de songer à établir un gymnase dans la Podolie voisine [14], que vouloir créer un institut de gouvernantes était louable, mais non prévu par le statut de l'université, que la formation de barbiers-chirurgiens et de sages-femmes ne pouvait relever d'un gymnase, que tout cela était trop coûteux, ambitieux, et quelque peu arbitraire [15]. Czacki s'était entêté, profitant de l'amitié personnelle du curateur qui le prie même, à plusieurs reprises, de le suppléer dans ses fonctions (en 1807 à Pétersbourg et en 1808) [16]. Mais Czartoryski n'en reste pas moins perplexe devant l'enseignement que dispense Krzemieniec. De passage à Vilna, en juillet 1810, il laisse des recommandations où il dit : « L'objet des autorités scolaires est de rapprocher tous les établissements et d'uniformiser les programmes, je trouve qu'il serait bon, à beaucoup de points de vue, que l'université désignât deux professeurs dignes de confiance pour aller juger des qualités et des insuffisances de cette école et d'en discuter avec Czacki [17] ». Les études durent, en effet, ici, dix ans, au lieu de six dans les autres gymnases. Pourquoi ? Afin, pendant les quatre premières années, d'apprendre exclusivement les langues. Cette bizarrerie pédagogique ne s'explique que par le cosmopolitisme de la noblesse à laquelle elle s'adresse : les comtes Jean Potocki et Waclaw Rzewuski, dont les noms sont des symboles, ont leurs terres non loin de là. L'université ne s'y trompe pas et dénonce cette manie de l'étranger qui a fait de la noblesse « les pires étrangers dans notre peuple » [18]. Sniadecki ne cesse de le répéter au curateur : « Le plan actuel, appliqué dans les autres gymnases et écoles, élaboré par tant de travail, de prudence, d'expérience, par la Commission d'éducation polonaise, perfectionné et éprouvé pendant trente ans et par rapport auquel on n'a rien trouvé de meilleur, ne doit pas être rejeté ou changé inconsidérément » [19].

En fait, les particularités pédagogiques du gymnase de Volhynie ne nous intéressent ici qu'en ce qu'elles reflètent le penchant nobiliaire à la démesure et à l'originalité qui est encore, avant tout, la volonté d'une province de s'affirmer. Elles sont, en quelque sorte, la variante orientale de l'indépendance d'esprit manifestée, en France, par un Malesherbes quand il préconise, dans ses Mémoires de 1780, des directions scolaires régionales et exprime ses craintes devant le despotisme des universités. Bien plus révélateur d'une société nous apparaît le moyen que choisit Czacki pour affirmer l'autonomie à laquelle il tient tant : il s'attache, en effet, à démontrer que le civisme de toute la noblesse locale va bien plus loin, dans son exigence de Lumières, que ce que lui offre l'administration russe. Les citoyens sont, par définition, propriétaires terriens, ils sont riches, ils brûlent de montrer la vitalité de la nation polonaise ; ils vont donc, d'un seul homme, prélever sur leur fortune les sommes qui feront vivre un établissement digne d'eux. Cet appel à la conscience et à l'abnégation de l'ordre équestre aura, dans l'immédiat et bien après la mort de son auteur, des conséquences telles qu'elles permettent une véritable analyse spectrale de la mentalité nobiliaire.

12. A. Mickiewicz : *O bezpolitykowcach i o polityce Pielgrzyma* (Les apolitiques et la politique du Pèlerin). Ed. du Jubilé, 1955, t. VI, p. 130.

13. P. Chmielowski, *op. cit.*, p. 64.

14. A.-J. Czartoryski à H. Strojnowski, B.N. III 3296, 9 février 1804.

15. A.-J. Czartoryski à T. Czacki, idem, 29 juin 1804.

16. T. Czacki à A.-J. Czartoryski, B. Czart. Ew 2065. 18 avril 1808.

17. T.S.G.I.A.L., fond 733, opis 62, éd. 156.

18. Danilowiczowa : *Zycie naukowe dawnego Liceum Krzemienieckiego* (la vie scientifique de l'ancien lycée de Krzemieniec). Ed. Nauka Polska, T. XXII, 1937, p. 64.

19. J. Sniadecki à A.-J. Czartoryski, B. Czart. Ew 3069, 12 septembre 1809.

Pour obtenir les sommes dont il a besoin (quatre fois plus que pour les gymnases prévus ailleurs), Czacki entre en relation avec tous les *maréchaux de la noblesse* de district et de *gouvernement* et sollicite des dons. Ceux-ci, pense-t-il, assureront sa liberté d'action : « Tous ces dons sont à ma disposition pour que je n'aie pas les mains liées... comme tout cela se fait avec des fonds étrangers à l'empereur et que je dispose moi-même de ces sommes, je peux, assurément, avoir le droit d'exiger... » [20]. Chaque district apporte, en effet, sa quote-part, mais, dès le début, le résultat déçoit. Si nous considérons par exemple, le registre des donataires du district de Wlodzimierz, nous constatons que, fin 1804, sur 73 noms, 62 ne donnent qu'entre 100 et 500 zlotys (l'ancienne monnaie polonaise valait alors presque dix fois moins que le rouble) 8 offrent entre 500 et 1.000 zlotys et 6 plus de 1.000 zlotys. Ces donataires généreux ont des noms prestigieux : ce sont le comte M. Mniszech, A. Chodkiewicz, le prince Joseph Czartoryski, Jan Stecki, le prince J. Sanguszko [21]. Ces dons sont le revenu de terres offertes spécialement et dont le nom est soigneusement noté. A l'ouverture de Krzemieniec, Czacki se déclare ainsi assuré d'un revenu annuel de 15.420 roubles, mais très vite des doutes apparaissent quant au civisme des « citoyens ». Dès le 20 septembre 1803 Czartoryski se rend compte que les terres « offertes » sont parfois grevées d'hypothèques ou que les « dons » sont faits au détriment d'autres institutions. Il exige des preuves juridiques de leur origine [22] et ne les obtient pas, car le *visiteur* trouve insultant de mettre en doute la parole d'un « citoyen », il méprise la comptabilité et se porte garant de l'honnêteté de ses concitoyens [23]. La situation se détériore tellement qu'en 1810 Sniadecki est contraint de dénoncer au curateur « l'incroyable désordre des finances de Krzemienniec » : des professeurs ne sont plus payés, Czacki n'écoute aucun conseil et s'endette lui-même [24]. Il recourt même à des expédients pour faire croire à la splendeur de ses recettes : il écrit, par exemple, 51.300 zlotys au lieu de 41.300...

Nous découvrons là l'autre visage de l'aristocratie provinciale et la vraie part qu'elle prend à la diffusion de l'enseignement. Cette attitude éclate au grand jour quand, le 21 décembre 1807, l'université décide de créer deux commissions juridiques, l'une en Lituanie, l'autre en Volhynie, pour inventorier les biens ex-jésuites jadis confiés à des propriétaires-tenanciers moyennant redevance au profit des écoles. Selon la diète de 1775, ces biens devaient fournir un revenu perpétuel de 4 %, mais la diète de 1788 avait permis que certains soient purement et simplement vendus. Rien n'étant clair dans les titres de propriété, de très nombreuses redevances ont cessé d'être versées : la société noble pourrait manifester ici son sens du devoir et honorer l'engagement de ses pères. Or que se passe-t-il ? Czacki, qui préside la commission composée de quelques riches hobereaux (F. Olizar, W. Borejko, M. Sobanski, A. Chodkiewicz) sent que remettre en question le statut de la possession des terres entraînera une levée de boucliers et, contre l'intérêt des écoles, il adhère aux intérêts de sa classe. Il serait trop long de rapporter la guerre que la noblesse, à travers lui, livre pendant cinq ans à l'université, mais quelques exemples illustrent bien cet antagonisme. Avant même la création des commissions, le *visiteur* tente de dissuader Czartoryski de se lancer dans cette vaste récupération de fonds, il feint de déplorer l'incurie et le pillage des fonds publics du siècle précédent, mais conclut : « Dans chaque nation sont des moments où l'avidité publique s'est transformée en droit. Chez nous les années 1505, 1569, 1666 constituent des exemples. L'histoire juge les personnes. Le droit conserve sa valeur. » Ayant ainsi défini le « droit », il lance, pathétique : « Ne commençons pas une guerre des propriétés, comment les enfants nous aimeraient-ils, si leurs pères et mères nous maudissent ? » [25]. L'université sera, en effet, impuissante à obtenir que la commission de Volhynie fasse la lumière sur les dettes et arrérages de ses concitoyens. Sniadecki fulmine de voir ainsi Czacki reculer et craindre de

20. Correspondance H. Kollataj - T. Czacki, *op. cit.*, T. II, p. 232, 12 septembre 1803. Argument souvent repris, notamment dans la réponse aux *remarques de l'université*, idem, T. III, p. 4.

21. Liste dressée par le tribunal du district de Wlodzimierz le 23 novembre 1804, B. Czart., Ew 2065.

22. A.-J. Czartoryski à T. Czacki, B.N. III 3296.

23. T. Czacki à A.-J. Czartoryski, 26 juillet 1804, B. Czart., 3446.

24. J. Sniadecki à A.-J. Czartoryski, 9 mars 1810, B. Czart., Ew 3069.

25. T. Czacki à A.-J. Czartoryski, 6 mai 1807, B. Czart., Ew 2065.

se faire « maudire », préférant la tranquillité de quelques familles au bien public dont il se targue tellement. Mais la commission gagne sur deux tableaux : elle ralentit toute recherche, refuse d'exiger les paiements avant l'éclaircissement total des contrats [26] et, bien entendu, refuse d'entamer toute poursuite judiciaire qui ferait ternir l'honneur de l'ordre équestre [27].

Déçu par la tiédeur de ses concitoyens, lié à leurs intérêts de classe, Czacki ne peut donc développer son école de prestige qu'au détriment des autres. Il n'a pas de mal, en 1808, à convaincre toute la noblesse du *gouvernement* de Kiev de reporter tous ses moyens sur Krzemieniec. Les Worcell, les Rzewuski, les Plater, Zakrzewski, Hanski, Butowski, Poniatowski lui apportent des subsides, mais n'auront pas d'école propre. Le gymnase de Podolie n'ouvrira pas de son vivant. Kollataj lui avait d'ailleurs conseillé de grouper les fonds dès 1803 [28]. Les fonds d'un legs ancien d'Anna Chodkiewicz destinés à une école de paroisse, à Suraz, seront confisqués au profit du gymnase de Volhynie (700.000 zlotys). Les kahals juifs se voient contraints de payer des redevances étagées de 1813 à 1827, mais aucune école juive ne sera ouverte [29]. Les bâtiments des écoles de Zytomierz, de Kamieniec, qui sont du ressort direct du *visiteur*, sont en ruine sans qu'il puisse les améliorer. A bout de souffle, Czacki prélève tous les tributs possibles sur les écoles religieuses. Les basiliens qui entretiennent à leurs frais 13 écoles dans l'*arrondissement*, sont contraints de payer de lourdes sommes pour Krzemieniec qui attend par ailleurs une aide exceptionnelle de l'Etat [30]. Les bibliothèques religieuses sont mises en coupe pour celle du gymnase et les moines notent, avec un humour laconique, dans leurs catalogues : « Dominus Czacki swistawit » [31]. Le champion de l'enseignement élémentaire ne veut pas perdre la face : il envoie au ministère, le 5 octobre 1810, le rapport triomphal sur les écoles de paroisses ouvertes dans sa province, préparé par les membres de la commission. 89 écoles s'étalent en de magnifiques tableaux, mais un examen détaillé de ceux-ci fait apparaître 32 fois la mention : « N'existe pas encore », avec l'indication des sommes prévues, mais non leur affectation. En Podolie, la situation est plus grave encore : sur 52 écoles citées, 11 seulement existent, les autres, disent les signataires, doivent ouvrir au début de 1812 [32].

Quand Czacki meurt, en février 1813, le petit groupe qu'il avait associé à sa gestion se sent désormais habilité à parler toujours plus haut au nom des « citoyens ». Avec moins d'intelligence, sans le moindre accord des autorités universitaires, l'aristocratie locale va tenter de promouvoir une école selon ses aspirations. La guerre qui coupe pendant plusieurs mois toute communication avec Vilna, permet aux membres de la commission de Volhynie de se croire réellement indépendants et de prendre des initiatives nombreuses .Le ministre Razumovskij, de son côté, juge habile de soutenir ces velléités pour briser la cohésion des Polonais de l'empire.

Le ministre n'a pas été, en effet, sans remarquer le jeune et remuant comte Philippe Plater et c'est à lui qu'il a confié du vivant encore de Czacki, la responsabilité de l'évacuation de Krzemieniec à l'approche des Français. Le jeune écervelé se flatte, dans une lettre en français à son protecteur, de ce que celui-ci lui ait permis de s'adresser « droitement » à lui et note avec satisfaction que cela le place à la tête des provinces du sud de l'*arrondissement* scolaire [33]. Sans la moindre confirmation officielle, il entreprend une correspondance avec Saint-Pétersbourg où il se gonfle de plus en plus d'importance. Le curateur, qui assiste aux funérailles de Czacki, sent l'avantage qu'il y aurait à rétablir l'équilibre local en désignant un Podolien comme nouveau *visiteur*. C'est dans ce but qu'il propose à l'université et au ministre de choisir Dymitr Czetwertynski [34], mais Czartoryski est trop mal en cours pour être écouté à ce mo-

26. J. Sniadecki à A.-J. Czartoryski, 28 février 1809, B. Czart., Ew. 3069.

27. Idem. 3 novembre 1809.

28. Correspondance H. Kollataj-T. Czacki, *op. cit.*, T. II, p. 207, 5 décembre 1803.

29. Le 15 octobre 1810, les Kahals de Wlodzimierz, Luboml, Dubno, Kowel, Ostrog, Stepan, Krzemieniec, Bar, Lachowice, Olyka, Rowne, s'engagent à payer des sommes considérables dont certaines atteignent 40.000 zlotys. B.U. de Vilna, K.C. 40, p. 27.

30. J. Sniadecki à A.-J. Czartoryski, 14 décembre 1810, B. Czart., Ew. 3069.

31. Polonisme latin qu'on peut traduire : « chippé par M. Czacki ».

32. T.S.G.I.A.L., fond 733, opis 62, éd. 101.

33. Idem, éd. 233, 2 septembre 1812.

34. Idem, éd. 156, 13 février 1813.

ment et ce candidat ne sera pas confirmé. Pendant plusieurs années le ministère laisse ainsi, sciemment, carrière à F. Plater qui assaille Czartoryski de ses lettres, tandis qu'il tente d'arracher à Razumovskij ce que le premier, d'accord avec l'université, lui refuse. Il est possible de retrouver dans l'activité brouillonne, mais tenace, de ce représentant typique du sarmatisme volhynien les lignes amorcées dans la période précédente, mais surtout les prémices du conflit de société extrêmement intéressant qui n'éclatera vraiment que quelques années plus tard.

A peine Czacki est-il mort, que F. Plater propose au curateur de réformer la commission de Volhynie : trois membres, assistés de trois secrétaires suffiraient, selon lui, et, pour éviter tout litige, il faudrait les désigner à vie. Tous les fonds seraient à leur entière disposition et les commissaires seraient « nécessairement choisis parmi les citoyens qui, en plus de leur compétence, auraient un bien important protégeant leur vertu » [35]. Les comtes Rzewuski et Moszynski lui semblent tout désignés, mais lui-même souhaite, malgré tout, que l'université le reconnaisse comme *visiteur*. Chaque lettre à Czartoryski est une longue suite d'attaques contre le recteur Sniadecki et de supplications pour faire reconnaître son propre pouvoir. Plater prétend avoir été désigné par Czacki lui-même et soutient que Sciborski, le directeur du gymnase de Krzemieniec, conspire à la perte de son école. W. Borejko démissionne ostensiblement de la commission, suivi bientôt des autres. Plater décide alors d'agir en maître et il envoie un long rapport au ministre sur la situation scolaire, accompagné de propositions plus ou moins malheureuses qui fleurent l'ancienne *zlota wolnosc*, la tapageuse « liberté dorée » du siècle précédent. Il décide ainsi de muter, de récompenser, de licencier certains professeurs et, surtout, suggère d'obliger tous les fils de popes orthodoxes à fréquenter les écoles polonaises [36]. Razumovskij s'apercevra vite du caractère « patriotique » de cette proposition et ne soutiendra plus que mollement son protégé : après une demande d'éclaircissements, il comprendra même qu'il vaut mieux ne plus s'adresser à Plater comme à un plénipotentiaire et lui conseillera de retrouver la voie normale de l'université pour tous les changements qu'il souhaite [37]. En attendant, Plater se persuade que le silence qu'il rencontre est approbatif et, bien que Sniadecki lui ait écrit que l'université ne le reconnaissait aucunement comme *visiteur*, il réalise ce dont rêvaient les riches donataires de la province depuis longtemps, il confisque la caisse des dépôts au directeur du gymnase (qui devait selon le statut en avoir le contrôle avec deux professeurs) et la place entre les mains du caissier de la commission. Ils parvient ainsi à priver le corps enseignant de l'autonomie dont, statutairement, il jouissait [38] et à s'arroger la direction des études, ce qui donne un ensemble de décisions et de souhaits pour le moins baroques : il faut, d'urgence, affirme-t-il créer une chaire d'architecture au gymnase, chasser sans attendre Szemega, le professeur de dessin. A chaque ordre du *visiteur* usurpateur, l'université oppose une fin de non-recevoir. Celui-ci s'emporte : ces enseignants sont décidément des gêneurs et il explique à Czartoryski que s'il souhaite une chaire d'architecture, c'est pour y mettre le général Wasilewski, (que recommande le général Sierakowski) : cet homme à poigne pourrait très avantageusement remplacer Sciborski et devenir directeur du gymnase ! Il faut, enfin, revenir à la vieille idée d'une académie séparée à Krzemieniec [39]. La diète de 1788, dit Plater, l'avait envisagée, il est temps de la réaliser, il est temps que les citoyens qui paient puissent décider eux-mêmes de l'éducation à donner à leurs enfants. Avec le ministre, il est beaucoup plus franc et pose le problème dans les termes où il ne cessera plus, désormais, de se poser : Plater affirme que, sans lui et les citoyens qu'il représente, l'instruction publique serait perdue : « L'esprit partisan a toujours été la faiblesse des corps savants (*uconyh soslovij*, en russe) ; l'expérience des siècles, le témoignage de l'histoire, prouvent cette triste vérité et cela montre la nécessité de constituer des comités, selon le vaste projet que j'ai eu l'honneur de

35. F. Plater à A.-J. Czartoryski, 11 février 1813, B. Czart., Ew. 1206.

36. T.S.G.I.A.L., fond 733, opis 62, éd. 254, 20 août 1813.

37. Idem, 25 novembre 1813, 13 mars, 15 avril, 26 mai 1814.

38. Idem, éd. 287, Plater envoie à Razumovski le texte des instructions qu'il a données au caissier de la commission, le 20 mars 1814.

39. F. Plater à A.-J. Czartoryski, 28 août 1814, B. Czart., Ew. 1206.

vous soumettre en 1813 », écrit-il début juin 1814 [40]. Et pour emporter la conviction du ministre, il prépare, en octobre-novembre, un voyage à Saint-Pétersbourg. Si Czartoryski a des ordres à lui donner, il les exécutera volontiers, dit-il, non sans duplicité. La documentation dont nous disposons ne nous permet pas d'établir la date exacte de ce voyage, mais une lettre de 1815 nous permet d'affirmer que c'est alors que fut présenté, pour la première fois, de façon officielle, le projet d'un établissement séparé. Le 15 novembre 1814 Plater écrit au curateur de Razumovskij aurait admis, en présence de Jablonowski, que Krzemieniec pouvait devenir une université et que Plater pouvait faire un projet en ce sens. Plater dit craindre, toutefois, de rédiger ce projet : il a peur d'éveiller « l'envie et l'hostilité » [41]. Le 19 février 1815, il rapppelle déjà à Razumovsikj ce voyage récent, où il a « présenté le plan pour fonder une académie à Krzemieniec. Quoique je fusse sûr que la chose ne pourrait se faire avant le retour de Sa Majesté, je crus pouvoir, en attendant, présenter en hommage à Votre Excellence le statut que j'avais préparé » [42].

Ainsi assistons-nous à la genèse de ce qui sera, non une université, mais le *lycée* de Krzemieniec. On voit quel rôle jouent, dans ce processus, les préjugés de classe. Autant, peut-être, que la valeur de l'enseignement ou le nombre des élèves, le motif de cette distinction a été l'obstination d'hommes situés hors de l'enseignement et aspirant à son contrôle. Bien au-delà du conflit interprovincial, les seigneurs volhyniens commencent à sentir confusément dans la condition académique, une intrusion sociale inadmissible et plus la rigueur de la science universitaire met en relief l'impéritie de leur gestion, plus ils souhaitent dresser des barrières contre cette invasion de la compétence. Pendant un certain temps Plater ne trouve que l'invective pour répondre aux objections des professeurs qui scrutent sans complaisance les finances du gymnase. Contre Sciborski qui a le tort de faire apparaître un « trou » de 12.000 roubles dans les recettes présentées par la commission, Plater, qui n'admet qu'un manque de 15 roubles, demande un blâme sévère, puis il dénonce la prétendue terreur qu'exerce le triumvirat des frères Jarkowski (professeurs) sur le faible directeur. C'est l'aîné, accuse le comte, qui a dicté le projet de budget. Sciborski n'est capable que d'exécuter, c'est à lui, Plater, qu'il aurait fallu confier ce budget [43], et de soupirer : « Joseph II disait très justement qu'il préférait diriger quatre armées que deux savants. »

On note à ce moment un changement d'attitude chez le prince Czartoryski : impressionné, sans doute, par l'action flamboyante des Volhyniens, il commence à se rallier, lui aussi, à l'idée d'un *lycée* qui consacrerait l'originalité et le caractère élitaire du gymnase. Celui de Tsarskoe Selo montre la viabilité d'une telle entreprise nobiliaire, et celui de Richelieu, à Odessa, la confirme. Jusqu'à la reconnaissance officielle de 1818, il est l'objet de pressions incessantes des membres de la commission. Dès décembre 1815, Plater se permet, sans aucun mandat, de faire proclamer aux élèves et aux professeurs qu'il va partir à Varsovie, chez le curateur, et que de grandes choses se préparent. Il se désigne un « remplaçant », R. Stecki, et informe le ministre qu'il emmène avec lui, sans consulter l'université, le professeur Luczynski [44]. La rage du recteur Lobenwein n'y fait rien : la politique des faits accomplis continue. Revenu dans sa province, Plater inspire des manœuvres destinées à intimider l'université. En mai 1816, le *visiteur* légal, S. Malewski, écrit au recteur pour l'avertir que, lors de la prochaine réunion de la diétine de Zytomierz, les « citoyens » s'apprêtent à voter sur la question de la séparation des fonds et du retrait de leur gestion à l'université. Ce n'est pas la première fois, dit-il ; Sobanski a déjà tenté la même démarche, en 1814, à Kamienec, en Podolie [45]. De plus en plus cette question financière devient la pierre d'achoppement dans la construction que veut édifier la société volhynienne et la création du *lycée* ne résoudra pas ce problème vital.

Le texte de l'ukase du 26 décembre 1818 dit : « Prenant en considération le fait que les dis-

40. T.S.G.I.A.L., fond 733, opis 62, éd. 287.
41. Lettre du 28 août 1814 précitée.
42. T.S.G.I.A.L., fond 733, opis 62, éd. 233.
43. Idem, éd. 287, F. Plater à l'université, 8 juillet 1815, et à Razumovskij, 24 décembre 1815.
44. Idem, éd. 364, appel aux professeurs de Krzemieniec, 15 décembre 1815 ; aux élèves, 29 décembre 1815 ; lettre à Razumovskij, 10 janvier 1816.
45. Idem, éd. 202, Lobenwein à Razumovskij, 4 juin 1816.

positions de Notre acte du 29 juillet 1805 concernant le gymnase de Volhynie n'ont jusqu'à présent pas été suivies d'effet et que les *gouvernements* de Podolie, Volhynie et Kiev, très éloignés de Vilna, ont absolument besoin d'un établissement supérieur d'enseignement qui puisse, au moins dans certaines parties, remplacer une université pour la jeunesse noble, J'ordonne de changer le nom du gymnase en celui de *lycée* et de mettre en application rapide les dispositions du statut suscité, au moyen des fonds de l'Education » [46].

Tout le problème est justement dans ces fonds qui, avant l'ukase comme après, opposent de manière inconciliable la société nobiliaire du sud et l'université. Dès le 23 septembre 1816, Plater, Jablonowski et Stecki chargent Félix Czacki, le fils de Tadeusz, d'une démarche secrète auprès du curateur. Ils changent de tactique et déclarent que, désormais, les travaux de la commission sont près de s'achever, qu'il faut, dès ce moment, songer à instaurer une nouvelle formule appelée *Chambres de tutelle* (*izby dozorcze*) qui cacherait, en réalité, une chambre administrative, mais il s'agit d'abord, disent les signataires, de ne pas effaroucher l'université qui tient à conserver l'administration parce qu'elle en tire des pensions, des retraites, des allocations jusqu'à la deuxième génération [47]. Quel est le sens exact de cette nouvelle trouvaille ? Il apparaît, dans toute sa lumière, à travers les textes du secrétaire de la commission de Volhynie Franciszek Rudzki. Avec beaucoup plus de méthode et de sérieux que les membres ordinaires, mais en parfait accord avec leurs idées, Rudzki développe logiquement les aspirations qui n'avaient pas su s'affirmer jusque-là. C'est à lui que le curateur demande toutes les informations nécessaires au voyage qu'il entreprend pour Vilna, en 1817, et c'est lui qui rédige deux rapports fondamentaux sur les besoins du futur *lycée* [48].

En fait, l'idée d'une *chambre de tutelle* vise, pour ses initiateurs, à supprimer totalement la remise en cause toujours possible des propriétés terriennes au nom des dispositions de l'ancienne *Commission* polonaise de l'Education nationale. Cette idée est une réponse définitive à l'université qui, le 19 mai 1816, rappelait encore ces dispositions et soulignait qu'en cas de vente, de partage ou d'héritage, rien n'assurait, en Volhynie, la transmissibilité des hypothèques. Les propriétaires estiment au contraire qu'il s'agit d'un accord tacite, d'une question d'honneur qui ne peut être mis en doute. « Si les fondateurs et les citoyens apprenaient un tel projet, cela entraînerait automatiquement la protestation des représentants de la province et des districts... » [49]. Alors qu'en Lituanie certains nobles se veulent plus fidèles à leurs devoirs, qu'A. Chreptowicz n'hésite pas à menacer de vente aux enchères, par voie de presse, les débiteurs du fonds de l'Education [50], Rudzki, lui, vient rencontrer le curateur dans un but diamétralement opposé. Il s'en fait gloire dans les rapports qu'il envoie à T. Dunin-Borkowski, autre secrétaire de la commission de Volhynie. Il a soutenu, lui raconte-t-il, que les affaires du fonds de l'Education ne concernaient plus que les Chambres du Trésor et qu'eux ne devaient s'occuper que des dons récents. En clair, cela signifie que la commission renonce à assurer la mission pour laquelle elle a été créée, celle de rechercher juridiquement tous les fonds ci-devant jésuites autrefois distribués au profit des écoles, qu'elle refuse ce mode de consolidation du patrimoine de l'Education, préconise la forclusion et entérine une foule d'appropriations illicites. Cette divergence fondamentale porte une grave atteinte au *lycée* sans parler des autres écoles. Czartoryski aura beau s'impatienter pendant les années suivantes, jamais, de ce fait, Krzemieniec ne recevra de statut définitif et jusqu'en 1824 on peut suivre l'aggravation du conflit avec l'université.

Dès que Sniadecki a connaissance du projet volhynien il montre au curateur tout ce qu'il comporte de dangereux : cette gestion que la *szlachta* possédante veut assumer sera, en fait, dit-il, confiée à des subalternes. On sait ce que vaut cette organisation sur l'exemple de la justice, restée aux mains des nobles et où tout est

46. B. Czart., Ew. 2079.

47. B.U. Vilna, K.C. 40, papiers de la commission de Volhynie au curateur Czartoryski.

48. Projets de 1817 sans date précise, B.J. 3163, p. 170.

49. Réponse de la commission de Volhynie à l'université, 19 mai 1816, B.U. Vilna, K.C. 41.

50. *Kurjer Litewski* (Le Courrier de Lituanie), du 28 février 1814, Bibliothèque de l'Académie des sciences de Lituanie, fond 9, n° 1259.

négligé [51]. D'autre part, Rudzki préconise une cessatior d'activité pour la commission en 1819, mais dans le recouvrement des redevances qu'il admet pour l'avenir, il prend encore bien en compte les conceptions sociales de ses mandants. « Tout ici (dans les terres ci-devant jésuites, théoriquement réservées aux écoles, D.B.) est basé sur les âmes, mais sur quoi se basera-t-on si les paysans sont affranchis, ce qui, semble-t-il, ne saurait tarder ? », écrit-il dans le rapports à Dunin-Borkowski. A cela, Czartoryski a une réponse libérale toute prête, qu'il répète en vain aux Volhyniens depuis 1810 : concluez donc, leur dit-il, des contrats directs avec vos paysans. Mais, si l'idée connaît un certain succès en Lituanie, elle est ici rejetée en bloc. Dès le 17 février 1810 la commission de Volhynie prouvait déjà que soumettre les paysans au cens (à l'obrok, en russe) signifiait les plonger dans l'ivrognerie et la paresse, qu'une longue éducation serait nécessaire avant de parvenir à cette solution [52]. Quand Czartoryski revient à la charge, en 1822, il s'entend répondre : « Votre Altesse étant propriétaire de vastes domaines dans nos provinces... peut rendre justice à la commission par Sa propre expérience que tout accord conclu entre un propriétaire et ses serfs entraîne une grande perte de revenus » [53]. Voilà donc suffisamment illustré l'intérêt de classe qui, pendant vingt ans, fit obstacle au développement harmonieux des écoles d'Ukraine occidentale. Tout, dans les comportements examinés, est en contradiction avec la phraséologie éclairée de ces grands seigneurs. Notre exposé ne sera toutefois complet que si nous tentons d'aller plus loin dans la lecture des documents, pour mettre en évidence, à côté du difficile rapport propriété-Lumières, l'apparition d'une autre relation antagonique.

Nous avons déjà noté la hargne de Plater contre les « corps savants ». Les échanges entre Rudzki et l'université, des années 1817-1823 permettent de dégager toute une série de déclarations théoriques particulièrement révélatrices du rapport noblesse-intelligentsia.

Si la noblesse volhynienne a, si longtemps, lutté pour gérer les finances scolaires, il ne faut pas perdre de vue que c'est non seulement pour protéger ses propriétés, mais aussi pour contrôler les esprits. Dans la grande offensive qui accompagne l'instauration du *lycée*, cette tendance se fait de plus en plus impérieuse. Le gouvernement russe n'avait pas ignoré l'intérêt qu'il y aurait à confier quelques responsabilités à des notables locaux pour susciter un courant en faveur des écoles publiques dans une population où l'engouement pour les précepteurs demeurait très fort ; dans ce but avait été institué, en 1811, un corps de *directeurs honoraires*. Mais alors que les attributions de ceux-ci se limitaient à signaler les améliorations matérielles à apporter aux écoles, les Volhyniens voient là une possibilité de prise en main de la vie pédagogique. Dépassant le cadre financier, les *Chambres de tutelle* projetées prennent alors tout leur sens, et s'arrogent un pouvoir exécutif : Rudzki considère sans hésiter que les *directeurs honoraires* pourraient se consacrer à l'administration des écoles, ils sont même les seuls, selon lui, à pouvoir rédiger des rapports impartiaux sur les enseignants [54]. Dans d'autres remarques datant également de 1817, il précise les mobiles de la privatisation qu'il préconise. L'Etat n'a plus, apparemment, dans son système, à se soucier de l'éducation, puisque le professeur n'est que « le remplaçant, le délégué des parents ». Il est surtout leur salarié : « La vie des écoles dépend de l'argent que leur versent à différents titres les citoyens » [55]. L'université, naturellement, repousse catégoriquement cette conception au nom du centralisme et du statut général de l'arrondissement. Elle ne se fait pas faute de souligner que cela est dirigé contre ses propres *visiteurs :* on veut lui enlever, constate-t-elle, la possibilité de choix, pour la confier aux diétines, c'est-à-dire réintégrer l'enseignement dans un système social qui a « perdu le pays », ces Volhyniens, « veulent tout simplement revenir à l'ancienne anarchie polonaise » [56].

L'opposition éclate mieux encore en 1821-1822 quand, après une longue absence de Czartoryski,

51. Remarques anonymes, très vraisemblablement dues à J. Sniadecki, B. Czart, Ew. 2064.

52. « Opinion de la commission de Volhynie relative à l'organisation des biens de l'éducation », 17 février 1810, B.J. 3163.

53. Idem, pp. 304-308, « Projet d'organisation des biens de l'éducation ».

54. Idem, p. 170, F. Rudzki à A.-J. Czartoryski.

55. Idem, p. 370, « Remarques sur l'instruction de l'université relative aux directeurs honoraires des écoles ».

56. « Remarques sur les demandes de la commission de Volhynie », non datées, B.U. Vilna, K.C. 41, p. 213.

qui a voyagé en France et en Italie, le conflit s'est développé et a atteint son apogée. La référence au passé polonais est alors habilement retournée par la *szlachata*. Loin de se considérer comme les héritiers de l'anarchie polonaise, tous les « pères de famille », par la plume de Rudzki, se placent dans la ligne de la commission de l'Education nationale de 1773. En de grandes envolées pleines d'emphase, ils réussissent à montrer que, de même que l'œuvre glorieuse de leurs ancêtres était le fait d'un groupe de « citoyens » désintéressés, en marge du pouvoir officiel, (ce qui est assez vrai ; la diète n'ayant jamais ratifié les activités de l'ancienne *Commission*) : de même, en 1821, les lumières ne se développeront que grâce au zèle de l'ordre équestre. Mais la mauvaise foi est évidente : cette revendication exclusive du civisme est, en réalité, une déclaration de guerre, le besoin d'autopréservation d'une classe qui voit s'effriter l'intégrité de ses prérogatives. Rudzki attaque donc maintenant de front l' « esprit de corporation » des enseignants qui ferme l'accès de la hiérarchie scolaire aux gens qui, bien que cultivés, prétend-il, ne possèdent pas les diplômes requis par cette corporation. Le degré de morgue et de jalousie qu'éprouve la noblesse pour le « corps savant » s'exprime parfaitement dans un texte retrouvé, lui aussi, dans les papiers de Rudzki et qui semble être un discours destiné à une diétine : « Dur est le calvaire enduré par les Polonais sous un Gouvernement qui, indifférent à l'instruction publique, l'a abandonnée au corps enseignant. Ce corps, qui tient l'instruction en main depuis plus de deux siècles, ne l'a utilisée que comme le moyen de contribuer à sa propre croissance, sans le moindre égard aux besoins et au profit de l'ensemble de la patrie... » [57]. Cette contestation pourrait être celle de quelque moderne Ivan Illich si l'on ne prenait garde que l'emploi du mot *patrie* (*narod*) est ici spécifiquement nobiliaire. Ainsi l'existence de ce groupe qui prétend s'ériger en corps autonome apparaît-elle comme un scandale. Plutôt que de choisir un noble cultivé, l'université préfère, dit Rudzki : « remplir les chaires de sujets médiocres, mais choisis parmi ses pairs. » Alors que la noblesse peut accéder sans aucun critère à tous les corps de l'Etat, on ose lui interdire celui-là. Ce corps ne devrait pas avoir de place autonome dans la société, il est une faille inadmissible dans sa structure [58]. Ces textes de la commission de Volhynie offrent ainsi l'expression rare, et précieuse pour l'historien, de la résistance d'une caste à la montée de l'intelligentsia. Ecrits pour convaincre le curateur, ils témoignent d'un effort de théorisation où la bonne foi semble cynisme. L'Etat est en droit d'attendre autant de services des autorités provinciales, c'est-à-dire des assemblées nobles, dit encore Rudzki, que de l'université. Le ministère de la Justice ne fonctionne-t-il pas grâce à elles ? « Seul le ministère de l'Instruction publique est séparé de tous les autres corps de l'Etat, il est privé de toute aide pour connaître les besoins du pays... Dans la situation actuelle, il faut avouer que l'université est le ressort de tout... Elle agit par ses membres et ce sont eux qui contrôlent, c'est-à-dire qu'elle est juge et partie. » Or, poursuit l'auteur, la « nature des choses » exige que la principale responsabilité soit remise aux seuls détenteurs du civisme. Hermétique à toute conception du mérite, solidement ancrée dans son complexe de supériorité et son mépris des « savants », la noblesse estime donc que ses institutions traditionnelles devraient non seulement détenir le pouvoir, mais aussi contrôler le savoir. Car une peur sous-tend ce discours, celle de voir le développement autonome des connaissances aboutir aux mêmes bouleversements sociaux qu'en Occident. Le contrat de délégation de pouvoirs des parents aux enseignants devrait « empêcher d'aboutir aux résultats que l'Europe éprouve actuellement, là où les pères de famille et les citoyens sont dépouillés de toute influence » [59].

Non moins intéressante est la réponse de l'université. Acceptant le combat sur le plan social, elle est, à son tour, amenée à se situer idéologiquement. Sans attaquer d'abord l'institution de la noblesse (dont la plupart des professeurs sont issus), elle affirme que lors même des élections de diétines la compétence devrait être le critère primordial. Elle déplore que « la

57. B.J. 3163, p. 382

58. La commission verrait, par contre, d'un bon œil, l'anoblissement des professeurs tel qu'il avait été prévu dans l'ancienne Pologne. Elle demande au curateur de remettre ces lois en vigueur le 8 avril 1818. L'essentiel est pour elle, d'intégrer un groupe qui, autonome, risque de la supplanter. Archives de l'Académie des sciences de Varsovie. Copies L. Chmaj, 90.

59. Idem, longue lettre de Rudzki du 4 novembre 1821 accompagnant un nouveau « Projet de commission de tutelle ».

majorité de nos fonctionnaires soient tout à fait incompétents » et que les différents ukases impériaux interdisant depuis longtemps de remplir une fonction publique, sans être passé par une université, soient restés lettre morte [60]. Puis, avec le temps, sa critique devient plus acerbe, plus fondamentale, et débouche sur une mise en cause du statut de l'aristocratie. Trouvant sans cesse dans les projets volhyniens le mot « citoyen » dans son acception nobiliaire, les professeurs Bécu, Klagiewicz, Mianowski et Kontrym s'insurgent et retrouvent les accents des « jacobins polonais » de 1792 (il est très probable que Kontrym soit le principal inspirateur de ce texte) : « Le mot citoyen ne désigne aucun état ni profession, car tout résident permanent dans un lieu quelconque est citoyen de cet endroit. Mais, si l'on admet que les projets de la commission entendent par citoyens les nobles propriétaires (*szlachta osiadla*) cela ne signifie pas grand-chose pour le choix d'un fonctionnaire, car cette fonction exige des personnes vertueuses qui possèdent, en outre, une double formation : scolaire et pratique. Dire, sans préciser, que les membres doivent être des citoyens, sans exiger de preuve légale de leur capacité, c'est être libre de désigner n'importe qui » [61]. Après une charge de cette importance, où le glissement du vocabulaire reflète un renversement idéologique, l'université va au-delà. Loin de se laisser imposer un contrôle par de riches incompétents, elle retourne la proposition et affirme son droit à guider la société. Elle se considère, en particulier, toute désignée pour promouvoir les réformes juridiques que freinent les propriétaires : « L'université de Vilna étant le foyer de toute lumière dans son arrondissement est le mieux à même de connaître la jurisprudence et l'énormité des malheurs entraînés par son ignorance. » Dans beaucoup de pays d'Europe, on consulte les professeurs d'université sur les questions les plus épineuses ; ils devraient ici inspirer les réformes dont ce monde agraire a besoin. Alors que, même dans le contrôle par l'université des terres réservées aux écoles, les propriétaires voyaient une immixion inadmissible, l'*Alma Mater Vilnensis* se veut la grande institutrice de toute la vie sociale. Prenant de l'assurance, elle ose revendiquer une participation du savoir au pouvoir, affirmer une vocation législative et nationale qui lui est refusée dans le cadre nobiliaire : « L'université, écrivent les professeurs, doit trancher ce nœud gordien, montrer son zèle, son impartialité pour le bien public et, au lieu de s'appliquer à la sauvegarde de ses propres biens, se consacrer à celle des biens de tous les citoyens qu'elle doit, par vocation, servir fidèlement en répandant la connaissance et des Lumières. »

Tels sont, brièvement esquissés, les traits qui sous-tendent une culture dont on a plus souvent souligné les incontestables aspects brillants. Nous avons pu constater qu'à travers le patriotisme, l'indépendance et la fortune d'une noblesse polonaise sûre d'elle-même, dans une province particulièrement défavorisée quant aux contacts, les Lumières avaient connu, au début du XIXe siècle, bien des vicissitudes. La générosité et l'habileté de T. Czacki sont à la base d'une belle œuvre scolaire, mais nous avons vu comment la confiance qu'il mettait en ces concitoyens l'avait obligé à ruser souvent et à tricher parfois. La société nobiliaire volhynienne met, dans son ensemble, tous ses efforts à échapper aux obligations financières contractées par la génération précédente au profit de l'éducation. Elle est avide et prétentieuse quand elle s'exprime par la bouche de F. Plater. Ses éclats désordonnés sont sans doute pour une part dans la création du *lycée*, mais l'arbitraire des ordres et de l'action de Plater s'inspire plus de la « *liberté dorée* » que d'une politique d'éducation conséquente. L'examen approfondi des rapports de la commission de Volhynie a, enfin et surtout, permis de montrer, tout au long de l'exposé, l'antagonisme croissant entre le prestige de l'origine, de la richesse, d'une part, et celui du savoir, de la compétence, de l'autre. Le moment où nous interrompons l'étude, est celui où, suite à l'instauration d'un régime policier, ces conflits cessent de s'exprimer ouvertement. Ce milieu ultra, ne reflète pas la mentalité polonaise moyenne. La noblesse de Lituanie ou de Biélorussie était généralement plus libérale. Notre analyse aura seulement essayé de montrer les difficiles accommodements de la naissance et de la connaissance au pays des Sarmates.

D. BEAUVOIS
C.N.R.S.

60. Bibliothèque de l'Académie des sciences de Lithuanie, F. 9, n° 1498, variante du texte de B. Czart, Ew. 2064.

61. Le conseil de l'université à A.-J. Czartoryski, 10 avril 1822, B.J. 3163.